



Observatoire  
régional  
de l'intégration  
et de la ville

Centre de ressources  
Grand Est

# ÉVALUER LE CONTRAT DE VILLE À MI-PARCOURS (2026-27)

Séance 3 – 17 mars 2026  
Evaluation et participation des habitants-es

# Introduction – cadrage et contexte

- Un cycle organisé avec le soutien de l'Etat - Nicolas Bachet, Chargé de mission, DREETS Grand Est.
- Rappel des objectifs du cycle – Murielle Maffessoli, Directrice ORIV
  - Disposer d'une culture commune de l'évaluation.
  - Renforcer la culture des acteurs de la politique de la ville sur « l'évaluation participative » des contrats de ville.
  - Apporter des éléments de réflexion et de méthode pour mettre en œuvre une évaluation participative (en interne des contrats de ville ou en préparation de l'intervention d'un tiers).

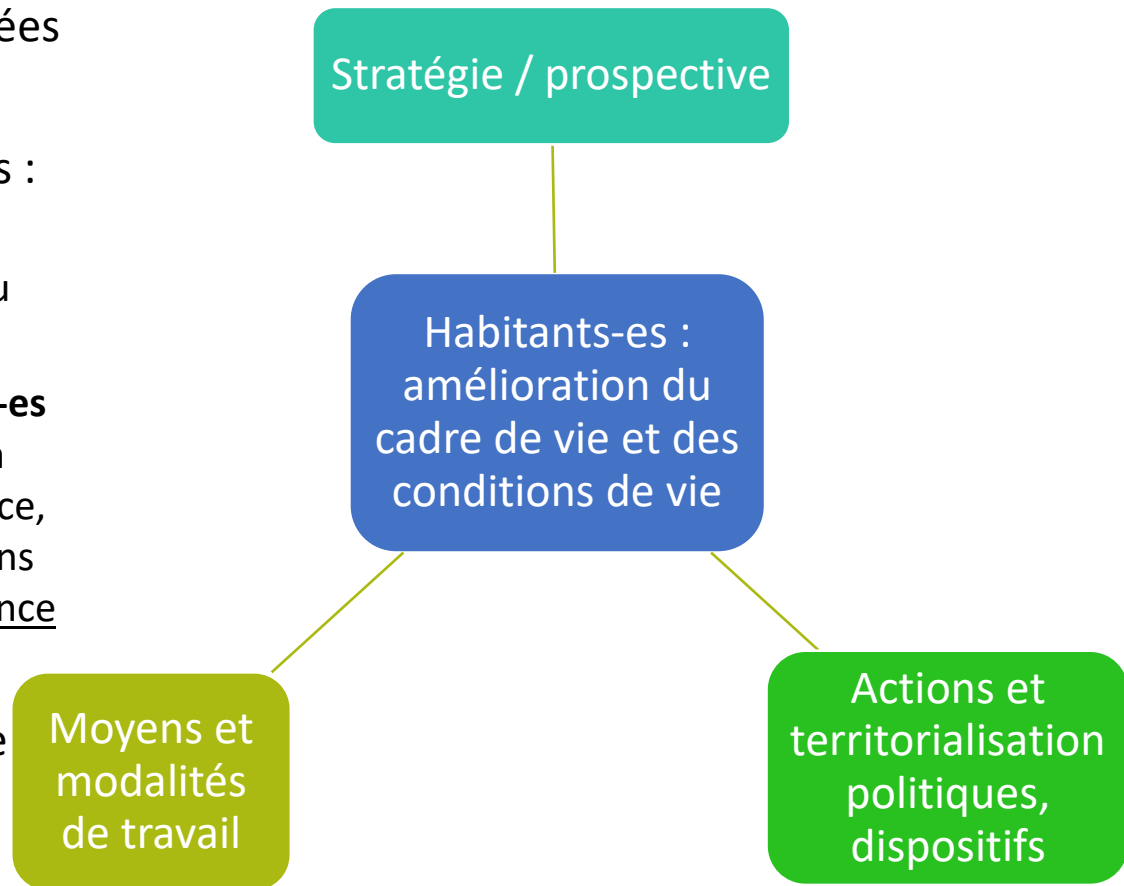
Pour revenir sur les séances précédentes :

<https://www.oriv.org/publication/retour-sur-le-cycle-evaluer-le-contrat-de-ville-a-mi-parcours-2026/>

# Singularité de la mesure dans le cadre des contrats de ville

Le cycle propose de questionner trois dimensions d'un contrat de ville

- La pertinence des actions menées (séance 1),
- Le mode de travail entre acteurs :
  - ✓ gouvernance, instances, animation, territorialisation du droit commun...) (séance 2),
  - ✓ **la participation des habitants-es** : évaluation de la participation dans le contrat de ville (instance, actions;..) et place des s-es dans la démarche d'évaluation (séance 3).
- Au-delà se doter d'une stratégie (séance 4).



# Participation et évaluation des politiques publiques

- Le lien participation et politique publique n'est pas neuf. A partir des années 1980, des textes ont mis en avant les atouts d'associer les bénéficiaires, usagers. Cet enjeu a été renforcé du fait de la crise démocratique.
- Depuis une vingtaine d'année, on constate un renforcement de nouveaux droits des usagers, par exemple, la loi du 2 janvier 2002 (domaine de l'action sociale et médico-sociale).
- La participation dans les politiques publiques présente une triple justification :
  - morale : faire participer c'est reconnaître et consacrer la dignité de l'individu quel qu'il soit.
  - fonctionnelle : faire participer l'individu, c'est éclairer la décision prise à son égard, de telle sorte qu'elle soit la plus adaptée à ses attentes, ses besoins.
  - évaluative : la parole de l'utilisateur permet une meilleure appréciation de l'adéquation des pratiques professionnelles à la situation du bénéficiaire, rendant possibles d'éventuels adaptations et réajustements.
- Le défi est d'inclure les bénéficiaires directs et indirects dans le dispositif, au-delà de la simple diffusion d'information ou de consultation.
- Force est de constater que le droit ne suffit pas ... il s'agit de porter une attention particulière sur les modalités d'application mais aussi une question de « culture » et de « reconnaissance » et de légitimité.

# Participation et évaluation : cadre de la politique de la ville

- Loi du 21 février 2014 : mise en place des conseils citoyens et évaluation.
- La philosophie « Quartier engagement 2030 » : élaboration du contrat de ville, et en particulier des « projets de quartier », avec les habitants-es.
- Une évaluation à mi-parcours des contrats de ville prévu dans les textes : [décret du 15 novembre 2024](#) portant sur les contrats de ville et la participation des habitants-es à la politique de la ville.
- Un cadre de référence réactualisé sur la participation des habitants-es dans les quartiers de la politique de la ville (2026, ANCT)
  - Rappel article 7 loi du 21 février 2024 : Intégrer la participation des habitants-es à la gouvernance du contrat de ville et du projet de renouvellement urbain.
  - La participation des habitants-es doit être intégrée au processus d'évaluation. Exemple d'indicateurs dans le cadre de référence pour évaluer le dispositif et son impact.
  - Un document sur la participation citoyenne doit être annexé au contrat de ville.
  - La forme « conseil citoyen » n'est pas obligatoire, mais pour être reconnue, la liste des habitants-es mobilisés-es sous une autre forme doit figurer dans l'annexe du contrat de ville, ou être validée par le préfet (arrêté préfectoral).
  - Un rappel des leviers de la participation : accompagnement, co-formation, droit de saisine.

# Participation et évaluation : les enjeux

- Impacts de la participation en lien l'évaluation :
  - Sortir d'une approche de l'évaluation par la performance pour aller vers une évaluation de l'impact et du sens.
  - Permettre le renforcement de la démocratie participative et la compréhension des politiques publiques auprès des habitants-es.
  - Réajuster la mise en œuvre du contrat de ville pour qu'il réponde au mieux aux besoins des habitants-es.
  - Enrichir les acteurs de la politique de la ville (techniciens Etat et collectivités, élus, signataires du contrat de ville) sur les situations réellement vécues
  - S'assurer que les actions et dispositifs bénéficient aux habitants-es, et qu'ils sont en adéquation avec les besoins des habitants-es.
- Conditions :
  - Reconnaître : passer de l'expertise d'usage à un « savoir citoyen » (pas seulement le recueil de « savoirs expérientiels »).
  - Se doter des moyens matériels et humains (accompagnement) et ajuster les modes de travail pour assurer effectivement une participation.

# Participation et évaluation : que choisis-t-on d'évaluer ?

## Niveau 1- Evaluer la participation

- Evaluer la procédure / le dispositif (ce qui a marché ou non, mesure de la mobilisation, composition de l'instance...)
- Evaluer l'impact de la procédure / du dispositif (impact sur le fonctionnement du contrat de ville, sur le réseau d'acteurs, sur le quartier...)
- Evaluer l'implication des habitants-es dans les actions du contrat de ville

## Niveau 2 - En transversal

- Faire participer les habitants-es à l'évaluation de la politique publique ou du dispositif

Source : [L'évaluation de la participation](#), ICPC, 2022

# Focus sur « La grille d'auto-évaluation des conseils citoyens »

- Un kit clé en main construit par l'IREV, ORS-CREAI Normandie, S3A, RNMA, Université de Lille
- La grille d'auto-évaluation permet de travailler à l'évaluation du conseil citoyen avec les membres eux-mêmes.
- Elle se base sur une approche permettant de comprendre l'écart entre la loi et la réalité du territoire, puis, propose des enseignements pour la suite.

Source complémentaire : <https://www.oriv.org/publication/retour-sur-le-cycle-de-qualification-construire-des-diagnostics-territoriaux-et-participatifs/>

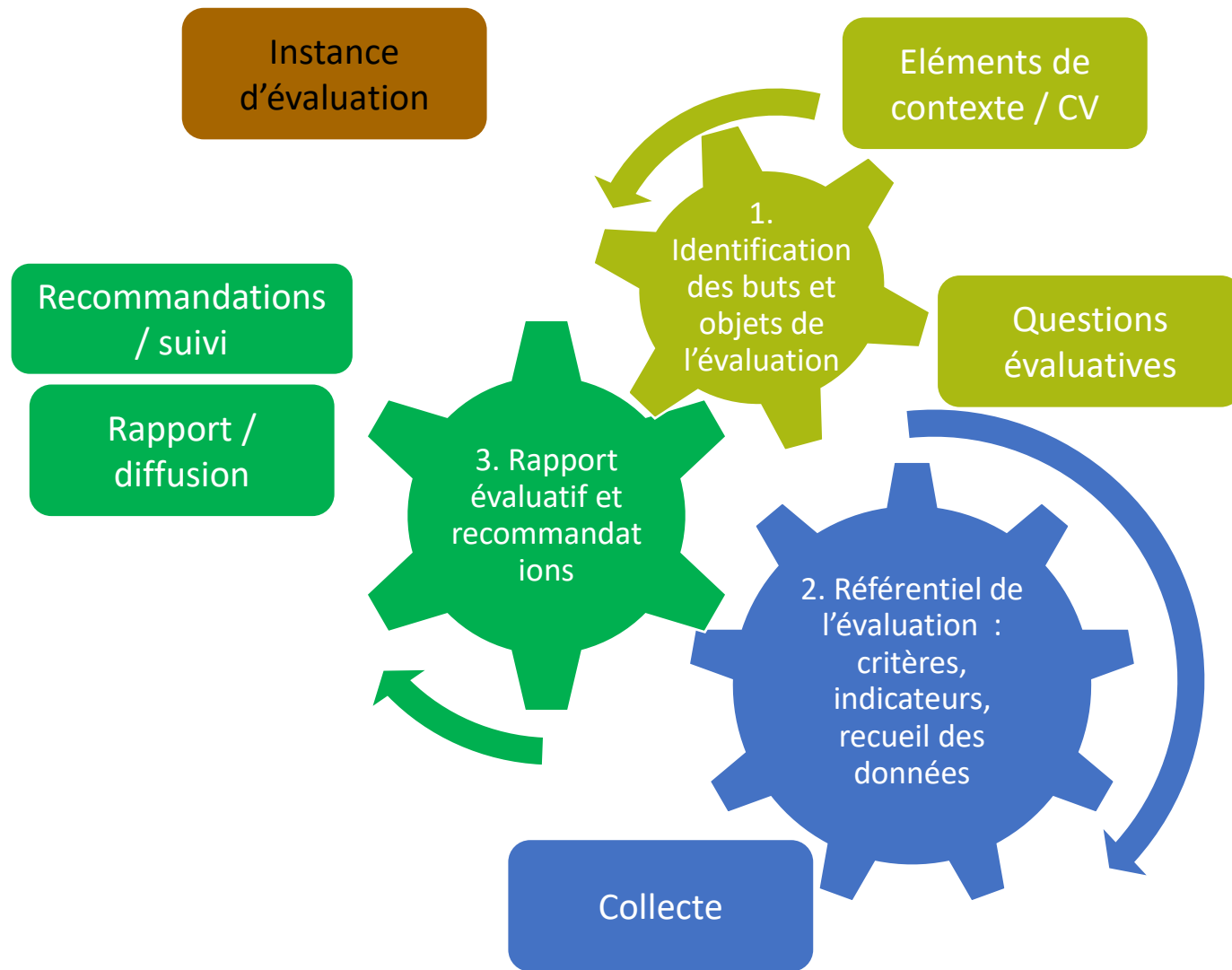


## Focus sur « Les focus groups »

- Les focus groups sont des groupes de pairs qui vont travailler entre eux, à partir d'une grille commune à l'ensemble des focus groups.
- Dans le kit, trois champs d'investigation :
  - impact du conseil citoyen sur le fonctionnement des instances du contrat de ville ?
  - impact du conseil citoyen sur le réseau d'acteurs de la politique de la ville ?
  - impact du conseil citoyen sur l'environnement de vie, le quartier, le territoire ?

**Questions, échanges et discussions**

# Schéma « étapes de l'évaluation »



# Participation et évaluation : les étapes

## 1) Constituer une instance d'évaluation :

Qui en fait partie ? Qui est le noyau restreint ?  
(notamment : est-ce que les habitants-es en font partie ?)

## 2) Se demander quelle sera la place des habitants-es dans la démarche de l'évaluation ?

## 3) Se demander pourquoi on évalue ?

# Participation et évaluation : les étapes

## 4) Formuler les questions évaluatives

- Revenir sur les objectifs et le contexte de l'action et/ou de la démarche d'évaluation

*Des exemples de questionnement :*

- *Dans le cadre du renouvellement urbain, une maison du projet a-t-elle été mise en place ? Quel bilan peut-on en tirer ? D'autres actions en matière de participation des habitants-es ont-elles été mises en place ?*
- *Les habitants et usagers du quartier ont-ils été associés à la conception et à la mise en œuvre du contrat de ville ? Quels apports pour les actions, les bénéficiaires ?*
- *Quel est le niveau de participation des partenaires signataires du contrat de ville à la suite de la signature du contrat ? Et les conseillers citoyens ?*
  - Se questionner ce que l'on veut mesurer ... formuler le ou les questions évaluatives. On peut s'aider en s'appuyant sur les registres d'évaluation.

## 5) Construire le référentiel d'évaluation.

- Définir les critères d'évaluation en lien avec les questions évaluatives.
- Définir des indicateurs pour mesurer les critères (cf. cadre de référence participation citoyenne, ANCT, 2026).

# Participation et évaluation : les étapes

## 6) Choisir les outils de recueil de données et les recueillir

Existence de nombreux outils pour développer la participation et le recueil de parole d'habitants-es. Quelques exemples :

- [Recueillir les attentes et besoins des habitants-es](#), ORIV 2023
- [Les démarches participatives dans les quartiers prioritaires](#) – Etat des lieux 2014-2023, ANCT, 2023
- [Concevoir une démarche de participation citoyenne](#), Etat 2024.

## 7) Croiser les données en vue de produire l'avis / jugement

Assurer un dialogue entre acteurs différents, notamment des habitants-es et en particulier vulnérables est complexe.

- *Enseignement de la démarche « [croisement des savoirs et des pratiques](#) » de l'ATD Quart Monde visant à permettre le croisement des différents savoirs (universitaire, institutionnel, habitants...).*

# Participation et évaluation : les étapes

## 8) Rédiger les réponses argumentées aux questions évaluatives

- Ponctuellement, soumettre à la discussion le rapport et/ou les recommandations auprès des habitants-es.
- Dans le cadre de la rédaction du rapport évaluatif : renouveler le format du rapport : témoignage (vidéo), facilitation graphique pour permettre de le co-rédiger y compris les habitants-es.

Quelques sources d'évaluation participative (Québec) :

[Produire un rapport d'évaluation](#)

[Partager et utiliser les résultats de l'évaluation](#)

# Faire participer les habitants-es à l'évaluation

Dans toutes les étapes proposées, les mêmes questions suivantes :

- À quel moment les habitants-es sont-ils associés-es ?
- Dans quel(s) objectif(s) ?
- Avec quels outils et méthodes ? (recueil de parole, enquête en porte-à-porte ...)
- Quels moyens ? Quelles conditions pour assurer cette participation ?

*Enseignements de l'expérimentation du CNLE – Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : volonté d'impliquer des personnes concernées par la politique publique par l'adaptation de l'instance (nombre de participants) ainsi que les moyens d'un accompagnement.*

[Les leçons du « choc de participation »](#) - Rapport du groupe de travail « Participation » Mandat 2020-2023 du CNLE



**Questions, échanges et discussions**

# Temps de travail en sous-groupe

Trois sous-groupes :

- Un groupe sur l'évaluation du dispositif de participation
- Un groupe sur l'évaluation de l'impact du dispositif de participation
- Un groupe sur la manière d'associer les habitants-es à l'évaluation

# Questions – guide en sous-groupe

- Evaluation du dispositif de participation (conseil citoyen ou autre)
  - Qui fait partie de l'instance d'évaluation ?
  - Pourquoi on évalue le dispositif de participation ? Qu'est-ce qu'on attend ?
  - Qu'est-ce que l'on doit observer pour évaluer la qualité du dispositif ?
  - Quelle question évaluative peut en découler ? formulation / conditions...

# Questions – guide en sous-groupe

## ■ Evaluation de l'impact

- Qui fait partie de l'instance d'évaluation ?
- Pourquoi on évalue la participation au sein des dispositifs, des actions ?
- Quels sont les effets que l'on souhaite évaluer ? Effet sur la décision publique ?
- Effets sur les projets ? Impacts sur les habitants ?
- Quelle question évaluative peut en découler ? formulation / conditions...

# Questions – guide en sous-groupe

- Association des habitants-es à la démarche de l'évaluation
  - Quelle composition de l'instance d'évaluation ?
  - A quel moment de l'évaluation les habitants-es seront-ils et elles associés-es ?
  - Quel sujet pourrait être traité ? tous ou certains (argumentation)
  - Quelles sont les conditions mises en place pour assurer la démarche ?

# Prochaine réunion

A noter  
dernière séance du cycle :  
28 avril 2026 (14h – 17h)

**MERCI !**